

Sortir la Grèce de l'impasse : pour un modèle de développement des activités productives

vendredi 20 novembre 2015, par Gabriel Colletis

L'accord signé par le gouvernement grec avec ses créanciers à la mi-juillet 2015, accord ratifié quelques jours plus tard par le parlement hellène, consacre l'acceptation par ce premier de la poursuite de l'austérité et celle de l'amplification du programme de privatisation engagé par ses prédécesseurs au pouvoir entre 2008 et 2015. Plus grave, l'accord signé entérine un abandon très significatif de souveraineté, puisque désormais les lois qui seront présentées par le gouvernement au parlement ou encore d'éventuelles options de référendum devront avoir été préalablement validées par les institutions créancières.

L'accord signé par le gouvernement grec avec ses créanciers à la mi-juillet 2015, accord ratifié quelques jours plus tard par le parlement hellène, consacre l'acceptation par ce premier de la poursuite de l'austérité et celle de l'amplification du programme de privatisation engagé par ses prédécesseurs au pouvoir entre 2008 et 2015. Plus grave, l'accord signé entérine un abandon très significatif de souveraineté, puisque désormais les lois qui seront présentées par le gouvernement au parlement ou encore d'éventuelles options de référendum devront avoir été préalablement validées par les institutions créancières.

Les raisons qui ont conduit le gouvernement grec dirigé par « Syriza », un parti qui se réclame de la gauche radicale, à accepter une telle configuration sont nombreuses et font l'objet d'intenses débats. Pour certains, il faut y voir un véritable « coup d'État » des institutions européennes (la Commission européenne, la BCE, l'Eurogroupe [1]) et internationales (le FMI) contre le jeune gouvernement grec, afin d'obliger celui-ci à abandonner toute velléité de changement radical. Pour d'autres, on peut voir, dans ce que certains considèrent comme une « reddition » ou une « capitulation », une défaite idéologique majeure, non seulement de la gauche radicale grecque, mais de toute la gauche radicale européenne qui n'a pas su se donner les moyens de proposer une véritable alternative au libéralisme et aux politiques d'austérité.

Ces deux explications ne sont pas incompatibles, mais elles font porter la responsabilité principale de l'échec tantôt sur les institutions européennes telles que celles-ci existent et fonctionnent, tantôt sur les forces progressistes elles-mêmes.

Bien que considérant que la responsabilité principale du retournement politique opérée en Grèce entre janvier et juillet 2015 incombe aux institutions européennes qui ont, d'emblée, affirmé, par la bouche de leurs représentants les plus éminents, que les traités importaient plus que le résultat des élections et qui ont aussi organisé la strangulation du système financier grec [2], nous estimons que l'attention doit se concentrer sur ce qu'il

faut bien désigner comme l'insigne faiblesse de la pensée politique de la gauche radicale en Europe comme en Grèce. Cette pensée s'est concentrée depuis longtemps dans la dénonciation des méfaits de la construction européenne ainsi que dans la critique (justifiée) des politiques d'austérité. Mais elle n'est pas parvenue à proposer un cadre pour penser un modèle de développement, et encore moins pour définir une politique économique et sociale d'ensemble incluant des mesures opérationnelles afin d'engager le changement nécessaire.

Dénoncer la « maltraitance » des représentants de la Grèce par les négociateurs des institutions de la Troïka (le FMI, la BCE et la Commission européenne) ou de l'Eurogroupe, l'« intransigeance » du ministre allemand des finances ou encore le désir d'humilier tel ou tel ministre grec [3], est sans doute justifié mais ne nous paraît pas un élément central pour comprendre que l'affrontement ne s'est pas tant joué entre des personnes qu'entre deux logiques antagoniques. Une logique néolibérale cherchant à promouvoir un certain nombre de principes et d'intérêts, et une logique tentant de rompre avec l'orientation libérale mais sans véritable consistance politique. Donald Tusk, président du Conseil européen, avait raison en juillet dernier, d'évoquer un « risque de contagion politique et idéologique »...risque pour l'heure malheureusement circonscrit.

Une grave impréparation doublée d'une croyance naïve en la construction européenne

Nikos Smyrniotis résume très bien ce qui s'est passé [4], soulignant les effets calamiteux du refus du nouveau gouvernement grec de prendre les mesures radicales et responsables qui s'imposaient dès son arrivée au pouvoir, en particulier un moratoire sur la dette et ses intérêts, moratoire que nous avons nous-mêmes jugé indispensable dans notre livre

publié à Athènes en mai 2014 « Εθνικόν Πρωτόκολλο : Ημερήσιο πρόγραμμα πινάκων » [5]. Pour Smyrnaioi, « Refusant de prendre des mesures unilatérales afin de renverser le rapport de force comme un moratoire sur la dette ou la nationalisation du système bancaire, ne disposant pas non plus d'un véritable plan alternatif, le gouvernement grec se voit contraint à des reculs successifs sous la menace du Grexit. Le pré-accord du 20 février laisse entrevoir déjà l'impasse de la stratégie adoptée. Pourtant celle-ci se poursuit jusqu'à cette incroyable séquence de juillet pendant laquelle, à la victoire épique du « non » au referendum, succède, une semaine après à Bruxelles, la signature par Tsipras d'un document prévoyant un troisième plan d'austérité et de privatisations massives ».

Et Smyrnaioi de poursuivre : « Avec le recul, on comprend mieux que l'exercice du gouvernement a fait ressortir un certain nombre de défaillances et d'insuffisances constitutives de Syriza, mais cachées par la dynamique d'opposition à l'establishment ». (...) « La victoire de Syriza arrive à un moment où le mouvement social s'essouffle en Grèce, sous les coups d'une répression policière féroce, mais aussi face au constat implacable que font nombre de ses protagonistes : celui de l'impossibilité de changer le cours de l'histoire uniquement dans la rue. Pour beaucoup d'électeurs fatigués, le vote en faveur de Syriza apparaît comme un acte de « résistance par procuration ». Cette logique, encouragée par le discours électoraliste de Tsipras, contribue à affaiblir progressivement le mouvement social au point où celui-ci devient complètement atone au moment où il faudrait qu'il soit le plus fort, c'est-à-dire quand l'affrontement avec les créanciers arrive enfin à partir de janvier 2015. Or, aucun effort soutenu n'est entrepris alors pour constituer un soutien organisé par la base ».

Selon Smyrnaioi, « L'accession de Syriza au pouvoir a révélé deux autres faiblesses de la gauche radicale grecque : d'une part, l'insuffisance des ressources humaines dont elle dispose en interne et, d'autre part, son incapacité à organiser efficacement un travail de longue haleine qui est celui de la conception et surtout de l'application concrète d'un programme de gouvernement progressiste et radical. En effet, au moment où il gagne les élections, Syriza n'a que peu des soutiens actifs dans l'appareil d'État et les hautes sphères de l'administration. Or, ces soutiens sont nécessaires pour gérer les affaires courantes, mais aussi pour mettre les services de l'État au diapason de sa politique. Gagner des élections ne suffit pas pour exercer le pouvoir : encore faut-il disposer d'un savoir-faire technocratique et de relais au sein de l'administration et des services publics qui permettent d'en prendre véritablement la direction. Syriza n'a pas su non plus aller chercher ces ressources manquantes auprès de ses sympathisants, nombreux, dans la société civile et dans le secteur privé ».

« Cette incapacité peut être expliquée en partie par la situation financière dramatique de l'État, qui n'a pas permis au gouvernement d'embaucher à la hauteur des défis. Mais elle est également due à l'impréparation et au manque d'organisation qui ont caractérisé l'arrivée de Syriza aux affaires. De nombreux interlocuteurs du nouveau gouvernement, en Grèce et à

l'étranger, ayant la bonne volonté et les compétences nécessaires pour contribuer à l'effort collectif, ont été refroidis, voire choqués, par le manque de cohérence, la planification insuffisante et la multiplicité des discours variant en fonction des interlocuteurs ».

Dénonçant l'euro béatitude des dirigeants de Syriza, Smyrnaioi ajoute : « Un dernier facteur décisif expliquant l'échec de la stratégie de Syriza face aux créanciers est la croyance quasi-aveugle de certains de ses dirigeants à la bienfaisance de l'Europe. Si le discours de Tsipras est très critique envers l'Union européenne, en pratique celui-ci s'est comporté lors des négociations comme quelqu'un qui croit foncièrement en la capacité du droit et de la justice d'y triompher. Abandonnant tout effort de modifier le rapport de force réel en sa faveur, le gouvernement grec a dépensé son énergie à essayer de démontrer que sa position était en adéquation avec les valeurs et les principes fondateurs de l'UE. Et que, du coup, il disposait d'un avantage moral dû aux dégâts provoqués au sein de la population par la politique de la Troïka ».

(...) « Cette attitude naïve face à l'UE peut être expliquée par les racines eurocommunistes de Syriza, mais également par une certaine légèreté dans la préparation de l'affrontement avec les créanciers. Elle a été doublée par l'incapacité du gouvernement de Syriza à convaincre les opinions publiques en Europe afin de mettre la pression sur leurs gouvernements respectifs. Malgré son discours volontariste, le gouvernement grec n'a jamais mis en place une organisation efficace pour diffuser son point de vue au sein des médias européens et contrer ainsi la propagande systématique des créanciers et des institutions. Sans alliés au gouvernement et sans relais puissants auprès de l'opinion européenne, la Grèce s'est ainsi trouvée totalement isolée ».

Un ajustement brutal depuis 2008-2009 visant la réduction par le bas du déficit budgétaire et celui de la balance courante

Afin de prendre la mesure de la « terre brûlée » que constitue la Grèce avant la mise en œuvre du troisième mémorandum signé en juillet dernier, il n'est peut-être pas inutile de rappeler la brutalité de l'ajustement opéré avant la victoire de Syriza, depuis 2008-2009.

Le déficit courant a été ramené en 2012 à 2,9% du PIB, à son niveau le plus faible depuis au moins 1999. Comme le remarque avec justesse Michel Husson [6], le commerce extérieur, composante-clé de la balance courante [7], s'est équilibré mais « grâce » à la récession. Entre 1990 et 2010, les exportations ont représenté entre 60 et 70 % des importations, et le déficit commercial a oscillé autour de 10 % du PIB, puis a atteint 13 % en 2008. Ce déficit commercial chronique s'explique par une dépendance structurelle aux importations, dans la majorité des secteurs. Depuis, les choses « vont mieux », écrit Michel Husson, puisque le solde commercial est quasiment nul en 2014. Mais ce

rééquilibrage, observe-t-il, n'a cependant été obtenu que par une baisse des importations liée à la chute de l'activité économique (consommation et investissement, voir annexe).

S'agissant du déficit budgétaire, on observera que, au cours des 25 dernières années, le gouvernement grec a enregistré un déficit budgétaire moyen équivalent à 9,5 % du PIB – soit presque trois fois la moyenne des pays de la zone euro –, avec un sommet à 23,3 % en 1990. Le simple trou budgétaire du gouvernement de la Grèce, cette année-là, représentait donc l'équivalent du quart de la richesse produite dans le pays durant toute l'année.

Si le déficit budgétaire rapporté au PIB a eu tendance à se contracter entre 1990 et la fin de la décennie, par la suite, il progresse de nouveau avec vigueur pour connaître un pic (qui est, en fait, un creux) en 2008-2009. L'écrasement de la dépense publique à partir de cette période permet, en 2014, un rétablissement fragile de l'équilibre du budget primaire (hors service de la dette) mais amplifie la dépression économique et aggrave les tensions sociales [8] [9].

Figure 1



La Grèce désormais en bonne voie ?

Ce titre quelque peu baroque [10] exprime certaines interrogations ou des doutes quant aux effets de l'accord signé en juillet par le gouvernement grec. Les choix opérés depuis 2008-2009, et dont nous avons vu la logique et les conséquences, seront, en effet, prolongés et amplifiés par la mise en œuvre du troisième mémorandum signé par le gouvernement Tsipras.

L'évolution des comptes publics devrait permettre de rétablir à nouveau un excédent du budget primaire, lequel devrait représenter 3,5 % du PIB en 2018. Le déficit de la balance courante, quant à lui, devrait poursuivre sa décrue. Mais le rétablissement de ces deux équilibres (budget, balance

courante) se fera de la pire des manières : par un nouvel effondrement de l'activité économique et la montée d'une détresse sociale déjà très forte.

Ainsi, les retraites devraient baisser à nouveau : les « économies » envisagées constitueront l'équivalent de 0,25 % du PIB en 2015 et 1 % en 2016, des chiffres très loin d'être négligeables. Les taxes augmenteront (TVA, agriculteurs) et le programme de privatisations sera très fortement « dynamisé » : le gouvernement s'est engagé à réaliser un programme de privatisations de 6,4 milliards d'euros d'ici 2017 (1,4 milliard en 2015, 3,7 milliards en 2016 et 1,3 milliard en 2017). Seront ainsi privatisés, entre autres, les chemins de fer, les aéroports et l'intégralité du port du Pirée, le poumon économique du pays.

En contrepartie de ces mesures, le gouvernement espère recevoir 80 milliards d'euros d'ici trois ans... essentiellement consacrés au remboursement de la dette. Quant à la dette elle-même, elle pourrait faire l'objet d'une renégociation dont les termes sont actuellement flous mais excluant tout effacement.

Le chemin emprunté depuis 2008, et qui va donc être poursuivi, est mortifère. Les maux que le peuple grec va devoir endurer vont inévitablement s'aggraver. Une économie mafieuse va se développer, de même que les importations « low cost ».

La Grèce a sans doute mieux à faire.

Un Appel pour « Un avenir pour la Grèce »

Les issues à la crise grecque et l'alternative à la politique d'ajustement par le bas ne sauraient relever d'une simple somme de mesures catégorielles ou sectorielles répondant à chacune des dimensions de la crise saisies isolément. *De facto*, seule l'élaboration d'un nouveau modèle de développement est de nature à permettre d'engager un processus de transformation des structures politiques, économiques, sociales de la Grèce, constituant une réponse globale à la crise.

Selon les termes d'un « Appel » lancé il y a quelques semaines, signé pour l'heure par plus de 1300 personnes, cinq principes semblent devoir guider la définition d'un modèle de développement pour la Grèce :

- Recouvrer la souveraineté politique et économique du pays ;
 - Développer la démocratie dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale ;
 - Répondre aux besoins fondamentaux du peuple grec, en valorisant le travail et les compétences de tous ;
 - Protéger la nature et plus généralement tous les biens communs ;
 - Favoriser le développement des territoires, les économies de proximité.
- Sur la base de ces principes, l'enjeu consiste à développer l'industrie et l'agriculture grecques dans leur ensemble, en tirant parti des nouvelles technologies :

soutien des activités agricoles et agro-alimentaires (agriculture biologique et « raisonnée », etc.), de l'activité de rénovation de logements (utilisation de nouveaux matériaux, etc.), promotion des économies d'énergie (réseaux intelligents, isolation, etc.) et des énergies renouvelables (éoliennes, photovoltaïque, etc.), des industries liées à la santé (biotechnologie, nanotechnologies, etc.), de la filière textile-habillement (nouveaux matériaux, textiles techniques, etc.), des matériels de transport (petit véhicule propre électrique ou hybride, transports collectifs économes, etc.), de la construction/réparation navale (nouvelles modalités de propulsion, etc.).

Un modèle de développement pour la Grèce ne peut s'appuyer sur une vision moniste fondée uniquement sur l'initiative privée, ou bien seulement sur la propriété publique, ou encore exclusivement sur l'économie sociale et solidaire. Le nouveau modèle de développement de la Grèce doit être fondé sur la diversité des formes d'économie combinant les initiatives privées, un secteur public rénové et un tiers-secteur performant.

Ce modèle doit, enfin, être fondé sur la complémentarité organisée de trois orientations :

- La première orientation concerne des actions à mettre en œuvre valorisant de nouvelles formes d'entrepreneuriat ainsi que des formes collectives innovantes d'organisation économique et sociale : filières, regroupements de petites et moyennes entreprises, projets collaboratifs, etc.
- La deuxième orientation concerne des actions visant à développer des solidarités économiques et sociales, le plus souvent territoriales. Ce deuxième type d'actions se situe dans une perspective d'économie sociale et solidaire : systèmes d'échanges localisés, banques-temps, circuits courts, économie circulaire, etc.
- La troisième orientation, articulant les deux premières, vise à développer des réseaux productifs territorialisés : *clusters* de différents types associant des entreprises de taille différente à des universités et/ou des établissements d'enseignement technique portant sur des activités dites traditionnelles comme de haute technologie.

Conclusion : l'avenir de la Grèce sera écrit par les forces sociales grecques

La Grèce n'est pas parvenue dans le passé à engager un processus de développement. La raison principale – mais sans doute est-ce une tautologie – est qu'elle n'a pas réussi à forger les institutions nécessaires au développement. La faiblesse de l'État en est l'expression caricaturale.

Comme le suggère Michel Husson (*op.cit.*), la Grèce fonctionne à la façon d'une économie de rente pour le plus grand avantage

d'une poignée d'oligarques. Ceux-ci sont identifiables à une bourgeoisie *comprador*. Cette bourgeoisie et les familles qui en font partie ne sont pas seules à exercer ce contrôle, elles le font en coopération avec des entreprises étrangères [11]. L'oligarchie en Grèce ne pourrait pas exister dans la plupart des cas sans la coopération d'une entreprise le plus souvent européenne – française ou allemande. Les dites familles sont, en fait, des médiateurs : une grande entreprise étrangère coopère avec une famille grecque qui a des liens avec le pouvoir politique afin d'obtenir un marché public. Autrement dit, ce système oligarchique est international : sans la présence de l'entreprise étrangère, ce modèle ne pourrait pas exister. Nul doute que ce sont les intérêts de ce système que les institutions européennes et internationales ont voulu préserver.

Le lieu d'élaboration du modèle de développement que la Grèce doit élaborer se situe dans la société grecque prise comme un ensemble à même de produire de nouvelles normes. De nouvelles formes d'action politique devront émerger, combinant exercice direct de la démocratie, développement économique, social et écologique. Il est sûr que les obstacles qui se dresseront pour s'opposer à l'élaboration d'un tel modèle seront nombreux, extérieurs comme locaux. Une question importante dans la formation des rapports de force sera celle de l'attitude qu'adoptera le gouvernement actuel. Se rappellera-t-il qu'il est supposé être de gauche radicale ?

Annexe illustrant la brutalité de l'ajustement opéré entre 2008 et 2014

[12]

Indicateurs sociaux

- Le taux de suicides est en hausse de 44% entre 2007 et 2011.
- Le taux de dépression dans la population passe de 3,3% à 12,3% en 2013, soit une hausse de 272 %.
- Le taux de pauvreté est de 32,2 % en 2012.
- La hausse du taux de pauvreté est de 98,20 % entre 2010 et 2012.
- Le taux des jeunes (15-29 ans) confrontés à des privations matérielles graves passe de 12,8 % à 25,8 % en 2012, soit une hausse de 101 %.

Indicateurs socio-économiques

- Les pertes en salaire entre 2009 et 2014 sont de 38 %.
- Les pertes en pension de retraite sont de 45 % entre 2009 et 2014.
- Le PIB/habitant des Grecs (en parité de pouvoir d'achat) a augmenté de 36 % entre 1999 et 2007. Par la suite, il baisse tant et si bien qu'en 2014 il retrouve son niveau de 1999.
- Le pourcentage d'emprunts immobiliers « au rouge » passe de 5% du total des emprunts immobiliers en 2008

à 25 % en 2013, soit une hausse de 400 %.

- Le taux de chômage passe de 9,5 % en 2009 à 27,6 % en 2014, soit une hausse de 190 %. La Grèce connaît le taux de chômage le plus élevé de la zone Euro (5 fois plus élevé que celui de l'Allemagne, plus de 2 fois supérieur à celui de la France).
- Le taux des chômeurs recevant des allocations passe de 40 % en 2010 à 15 % en 2014, soit une baisse de 63 %.
- Le pourcentage de jeunes hors emploi, formation ou enseignement passe de 15 % en 2008 à 28,8 % en 2013, soit une hausse de 92,6 %.
- La moyenne du nombre de licenciements par semaine entre 2008 et 2013 est de 3800 personnes, soit près d'un

million de licenciements pendant la période des cinq années.

Indicateurs économiques

- Le PIB n'a cessé de baisser depuis 2007, mais cette baisse s'est accentuée entre 2009 et 2013, la contraction du PIB pendant cette dernière période étant de 25 %.
- L'indicateur de production industrielle a baissé de 30 % entre 2009 et 2013.
- L'investissement a reculé de 65 % en volume entre 2007 et 2014.
- Les entreprises ayant fermé entre 2010 et 2013 représentent 30 % du nombre total d'entreprises.

Notes

[1] Les ministres des finances des États membres de la zone euro se réunissent chaque mois à Luxembourg, la veille des réunions du Conseil ECOFIN. Cette assemblée prend le nom d' 'Eurogroupe' et, bien qu'elle ne soit pas officiellement une institution de l'UE, elle est devenue l'un des principaux organismes décisionnels en matière de politique économique et monétaire.

[2] Dès le 4 février, soit quelques jours à peine après les élections ayant porté Syriza au pouvoir (le 25 janvier 2015), la Banque centrale européenne coupait le canal de refinancement principal des banques grecques, ne laissant que le seul canal ouvert des « ELA » (liquidités d'urgence).

[3] L'ex-ministre des finances grec, Yannis Varoufakis, a produit plusieurs textes en ce sens dont celui publié dans la livraison d'août 2015 du *Monde diplomatique* « Leur seul objectif était de nous humilier ».

[4] Nikos Smyrnaiois, « [L'échec de la gauche radicale en Grèce : les leçons à tirer](#) », 18 octobre 2015, à paraître dans *La revue de la Ligue des droits de l'Homme, Hommes & Libertés*

[5] Gabriel Colletis, « Εξοδος από την κρίση : για ένα γαλλικό κράτος που αξίζει » (Sortir de la crise : pour un pays que nous méritons), *Livanis Editors*, Athènes, mai 2014.

[6] Michel Husson, Grèce : une économie dépendante et rentière, *Les Possibles*, n° 6, printemps 2015

[7] La balance courante est le solde des flux monétaires d'un pays résultant des échanges internationaux de biens et services (balance commerciale), revenus et transferts courants. La balance courante est un des composants de la balance des paiements. On considère généralement qu'une balance courante positive permet au pays de rembourser sa dette ou de prêter à d'autres pays. Une balance négative (= *un déficit courant*) doit être compensée en contractant des emprunts auprès d'agents extérieurs ou en liquidant des actifs extérieurs.

[8] Les dépenses publiques pour l'éducation ont presque partout augmenté en Europe. Entre 2008 et 2011, ces dépenses ont ainsi été accrues de 4,1 % dans la zone Euro et de 7,6 % en France. En Grèce, elles ont cependant suivi la pente inverse, baissant de 15,2 %. Les dépenses de santé ont, elles, baissé de 28 % en volume entre 2008 et 2011 (source Eurostat).

[9] Voir en annexe l'évolution de certains indicateurs illustrant la brutalité de l'ajustement opéré entre 2008 et 2014.

[10] « [La Grèce en bonne voie ?](#) », *Direct matin*, n° 1338, 22 octobre 2015.

[11] Jean Quatremer, « [Oligarques : comment quelques familles contrôlent la Grèce](#) », *Libération*, 20 septembre 2015.

[12] Sources : BCE, Banque mondiale, COE-Rexecode, Elsat, Fédération grecque du commerce, FMI, Okeanews.